



# **PRESTATIONS DE TRANSPORTS SANITAIRES DES PATIENTS POUR L'EPSM GEORGES DAUMEZON**

**AO / CCTP 2025-02/2**

**Appel d'offres ouvert**

**Article L 2124-2 et R 2124-2.1° du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES  
(CCTP)**

# **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 – GÉNÉRALITES</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES TYPES DE TRANSPORTS ET DES DESTINATIONS</b>	<b>3</b>
2-1 TYPES DE TRANSPORT	3
2-2 GEOGRAPHIE DES TRANSPORTS	4
<b>ARTICLE 3 – TYPE DE PRISE EN CHARGE</b>	<b>5</b>
3-1 PRISE EN CHARGE DEMANDEE	5
3-2 SPECIFICITE DU PLACEMENT SOUS CONTRAINTE	5
3-3 PRISE EN CHARGE D’UN DETENU DE L’UNITE D’HOSPITALISATION SPECIFIQUEMENT AMENAGEE	5
3.4 PRESTATIONS EXCLUES	5
<b>ARTICLE 4 –AGREMENTS ET SECURITES DES VEHICULES</b>	<b>6</b>
4-1 ACCEPTATION CANDIDATURE DU TRANSPORTEUR	6
4-2 PRINCIPES DE SECURITES DANS LES AMBULANCES ET VSL	7
<b>ARTICLE 5 MODALITES D’EXECUTION DE LA PRESTATION</b>	<b>8</b>
5-1 EXECUTION DE LA PRESTATION	8
5 -2 CONDITIONS D’EXERCICE DES PRESTATIONS	9

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de fixer les dispositions techniques nécessaires à l'exécution des prestations du marché.

## ARTICLE 1 - GÉNÉRALITES



Le présent marché a pour objet d'assurer les **transferts en Ambulance** de patients hospitalisés dont le transport a été prescrit par l'EPSM GHT 45, suivant les dispositions de l'article 80 de la loi de financement de la sécurité sociale.

Le marché est composé d'un seul lot en raison de l'homogénéité de la prestation.

## ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES TYPES DE TRANSPORTS ET DES DESTINATIONS

### 2-1 TYPES DE TRANSPORT ET VOLUMÉTRIES

Les transports concernent à la fois

-  L'Établissement Public de Santé Mentale – EPSM GEORGES DAUMEZON – situé au 1 route de chateau à Fleury les Aubrais
-  Et son Unité Hospitalière Spécialement Aménagée - UHSA – situé au 1 route de la forêt à Fleury les Aubrais

**La prestation de transport demandée peut être :**

- Un aller simple
- Un retour simple
- Un aller-retour
- Un aller jour J avec un retour au maximum J+2 (Actuellement utilisés de manière exceptionnelle – 1 ou 2 fois par an durant ces dernières années).

**De manière générale les transports concernent :**

- Les prises en charge au commissariat d'Orléans
- Les prises en charges au domicile
- La prise en charge des personnes relevant d'une mesure de placement sous contrainte
- Les trajets vers des centres pénitentiaires
- Les transports « inter-établissements », à savoir les transports de patients hospitalisés depuis un centre hospitalier vers un autre centre hospitalier
- Les transports entre l'EPSM et ses centres médico psychologiques - CMP
- Les transports d'un patient vers son domicile (ou vers une structure assimilée – EHPAD notamment) en cas de permission de sortie d'une durée inférieure à 48 heures, ainsi que son retour vers l'établissement ;
- Les transports provisoires de patients hospitalisés pour la réalisation d'une prestation en dehors de l'établissement (en cabinet de ville par exemple) à l'exception des transferts pour réalisation d'une séance de radiothérapie dans une structure d'exercice libéral ou un centre de santé.

Cette liste n'est pas exhaustive et les prestations à la charge des établissements peuvent évoluer en fonction des évolutions réglementaires.

A titre indicatif, sur l'année 2023, nous recensons 560 transports réalisés en allés simples, retours simples ou allés retours en semaine de 8h à 20h et hors jours fériés. Environ 40% de ces transports concernent l'Unité Hospitalière Spécialement Aménagée (UHSA). Le kilométrage global annuel est estimé à environ 75 000 Km.

## 2-2 GÉOGRAPHIE DES TRANSPORTS

Ces déplacements sont effectués dans une localité du département ou hors département :

**A titre indicatif, les transferts d'autres centres hospitaliers vers l'EPSM sont situés notamment dans les départements suivants (liste non exhaustive) :**

Aube (10)	Eure-et-Loir (28)
Cher (18)	Indre (36)
Côte-d'Or (21)	Indre-et-Loire (37)
Loir-et-Cher (41)	Loiret (45)
Nièvre (58),	Saône-et-Loire (71)
Yonne (89).	

**A titre indicatif, les transferts entre les établissements pénitentiaires et l'UHSA de l'EPSM, sont situés dans une zone de prise en charge pénitentiaire élargie aux régions limitrophes de la Région Centre Val de Loire notamment (liste non exhaustive) :**

CENTRE Val de Loire	ORLEANS-SARAN (45) TOURS (37) SAINT MAUR (36) CHATEAUROUX (36) BOURGES (18) CHATEAUDUN (28) BLOIS (41)
BOURGOGNE : NIEVRE ET YONNE	AUXERRE (89) JOUX LA VILLE (89) NEVERS (58)
CHAMPAGNE : AUBE	TROYES (10) VILLENAXE (10)

A titre indicatif, sur l'année 2023, pour l'ensemble des transports, environ 60% sont situés sur la commune d'Orléans ou limitrophe.

## ARTICLE 3 – TYPE DE PRISE EN CHARGE

En conformité avec les dispositions du code de la santé publique et de l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription des transports prévu à l'article R. 322-10-1 du code de la sécurité sociale, les transports en ambulance et VSL de patients s'inscrivent dans les cas décrits ci-dessous.

### 3-1 PRISE EN CHARGE DEMANDÉE

Le transport en ambulance sera nécessaire si :

- Le patient présente au moins une déficience ou des incapacités nécessitant un transport obligatoirement en position allongée ou semi-assise.
- Déficience nécessitant le respect rigoureux des règles d'hygiène.
- Déficience nécessitant la prévention du risque infectieux par la désinfection rigoureuse du véhicule.
- Le patient nécessite un transport avec surveillance par une personne qualifiée ou nécessitant l'administration d'oxygène.
- Le patient nécessite un transport avec brancardage ou portage, ou un transport devant être réalisé avec des conditions d'asepsie.
- les transports prescrits pour l'assuré ou l'ayant droit soumis à un traitement ou ayant une affection pouvant occasionner des risques d'effets secondaires pendant le transport.
- Le transport simultané de deux patients en ambulance est interdit.

### 3-2 SPÉCIFICITÉ DU PLACEMENT SOUS CONTRAINTE

Il est précisé que pour tous les patients dépendant de la **psychiatrie** sous mesure d'hospitalisation sous contrainte, le patient sera obligatoirement accompagné **d'un ou de deux soignants de l'hôpital dont au moins un infirmier (ière) au minimum.**

### 3-3 PRISE EN CHARGE D'UN DETENU DE L'UNITE D'HOSPITALISATION SPECIFIQUEMENT AMENAGEE

Le transport d'une personne détenue devant être hospitalisée incombe à l'EPSM. La personne détenue est accompagnée par le personnel soignant de l'établissement et **escortée par le personnel pénitentiaire.** Le véhicule devra donc avoir les sièges et ceintures nécessaires.

Le transporteur sera en mesure d'assurer les transports entre l'Unité Hospitalière Spécialement Aménagée (UHSA) et un centre pénitencier ou centre hospitalier de rattachement avec un transport en ambulance obligatoire.

Des consignes strictes de sécurité lors du transport sont à appliquer par le conducteur de l'ambulance. Une cohésion entre l'escorte pénitentiaire et l'ambulancier est exigée.

**Ces transports doivent impérativement être effectués aux jours et horaires programmés.**

### 3-4 PRESTATIONS EXCLUES

Sont exclues du présent marché les prestations de transport sanitaire qui ne sont pas à la charge financière de l'hôpital, à savoir :

- Les transports médicalisés,
- Les transports effectués dans le cadre de l'aide médicale d'urgence (autrement dit que la commande de transport soit passée par un Samu-Centre 15).
- Le transport visant à hospitaliser un patient. Sont visés les transferts d'un patient depuis son domicile vers un établissement membre du Groupement hospitalier de territoire en vue de son hospitalisation mais également les transferts depuis un établissement membre du Groupement hospitalier de territoire vers un autre établissement lorsque le patient n'est pas hospitalisé au moment du transfert.
- Les retours définitifs d'un patient vers son domicile.
- Les transports de patients non hospitalisés depuis leur domicile vers l'EPSM pour la réalisation d'une consultation externe (notamment de préadmission).
- Les transports provisoires et définitifs vers une unité de soins de longue durée à l'exception des transports réalisés entre deux établissements hospitaliers relevant d'une même entité géographique.
- Les transports provisoires et définitifs vers un EHPAD à l'exception des transports réalisés entre deux établissements ou relevant d'une même entité géographique.

Les prestations à la charge des établissements peuvent évoluer en fonction des évolutions réglementaires.

## **ARTICLE 4 – AGRÉMENTS ET SÉCURITÉS DES VÉHICULES**

### **4-1 ACCEPTATION CANDIDATURE DU TRANSPORTEUR**

Sont habilités à répondre les transporteurs sanitaires agréés dans les conditions définies aux articles R. 6312-1 du code de la santé publique et bénéficiant d'une autorisation de mise en service délivrés dans les conditions définies aux articles R. 6312-33 du même code, pour les ambulances ainsi que les véhicules sanitaires légers (VSL).

Le transporteur doit respecter les conditions définies à l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres.

Le titulaire s'engage ainsi à disposer pour l'exécution de ce marché de l'équipage conforme au code de la santé publique :

**2 équipiers dont au moins un titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier (DEA) et un deuxième titulaire de l'attestation de formation d'auxiliaire ambulancier ou titre équivalent.**

**→ Le candidat doit produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :**

- 1. Agrément de transports sanitaires délivré par la Préfecture du Loiret.**
- 2. L'autorisation de transport sanitaire de détenus, à fournir avant le début du marché.**
3. Les diplômes du personnel ambulancier (permis de conduire, certificat de capacité d'ambulanciers (CCA, BNS, APFS).
4. Les attestations d'assurance des véhicules.

#### 4-2 PRINCIPES DE SÉCURITÉS DANS LES AMBULANCES ET VSL

- Le titulaire devra tenir ses véhicules en parfait état de marche et de propreté.
- De plus, les sièges des véhicules doivent tous disposer de ceinture de sécurité, même les strapontins.
- Chaque **Véhicule Sanitaire Léger** sera conduit par une personne titulaire du Brevet National de Secourisme (BNS) ou de l'attestation de formation aux premiers secours (AFPS).
- Les ambulanciers doivent respecter les règles de sécurités routières en vigueur.
- Le personnel du titulaire doit obligatoirement porter une carte d'identité ainsi qu'un badge attestant de sa qualité professionnelle. Il se conformera à toute procédure d'identification et de contrôle mise en place par le pouvoir adjudicateur.
- Le titulaire devra disposer d'une permanence téléphonique, de moyens de radiotéléphone ; à défaut, le candidat pourra proposer d'autres solutions techniques.

Le Titulaire doit à tout moment prendre les dispositions nécessaires afin de s'adapter aux évolutions de la réglementation applicable aux transports sanitaires agréés, cela sans que l'EPSM ait à en faire la demande expresse et sans que cela n'entraîne une modification du prix du marché.

## ARTICLE 5 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA PRESTATION

### 5-1 EXÉCUTION DE LA PRESTATION

Mise à disposition de véhicules	<p><b>Le candidat devra mettre à disposition une ambulance ou un VSL au minimum et pouvoir assurer si besoin certains transports simultanés.</b></p> <p>Les transports sanitaires entre l'UHSA et le centre pénitencier seront obligatoirement en ambulance accompagnée d'une escorte pénitentiaire</p>
Plage horaire	<p><b>Du lundi au vendredi de 8h à 20h.</b></p> <p>Les transports UHSA doivent impérativement être effectués <b>au jour et horaires programmés du fait de la présence de l'escorte pénitentiaire</b></p>
Délais d'intervention	<p>La demande de réservation sera réalisée par téléphone.</p> <p><b>Le délai d'intervention maximal est fixé à 30 minutes</b>, suivant l'appel téléphonique enregistré.</p> <p>En cas d'indisponibilité de réponse ou d'impossibilité d'assurer la simultanéité des transports, le titulaire du marché fait exécuter la prestation commandée pour son compte par un confrère, en avertissant le pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, le titulaire conserve vis-à-vis du pouvoir adjudicateur la responsabilité de la bonne exécution de la prestation. Celle-ci sera facturée par le titulaire dans les conditions du marché. Il fera son affaire des relations avec l'entreprise qui aura effectué le transport. Cette mesure doit cependant rester exceptionnelle.</p> <p>Pour les rendez-vous d'examens ou de consultations, le titulaire s'engage à reprendre le patient dans les 30 minutes qui suivent la demande de retour.</p>
Forfait journalier sur la plage horaire forfaitaire	<p>Conformément au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), <b>un forfait journalier sera appliqué comprenant l'ensemble des transports, avec parfois plusieurs courses simultanées du lundi au vendredi de 8h à 20h hors jours fériés.</b></p> <p><b>En cas de dépassement du forfait kilométrique inscrit au BPU, les kilomètres seront facturés de manière complémentaire.</b> Une remise sur les km supplémentaires sera appliquée, conformément au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), sur les tarifs conventionnels applicables aux transports sanitaires par ambulance ou VSL, retenus par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie.</p> <p><b>En cas de dépassement du forfait kilométrique, ce seront les kilomètres réalisés par des ambulances qui seront prioritairement comprises dans le forfait journalier et ceux réalisés avec des VSL facturés de manière complémentaire.</b></p> <p>Les prix doivent inclure tous les frais associés aux prestations de transport (charges fiscales ou parafiscales, dont les charges fixes, les charges de personnels, le carburant, les autres charges...).</p>



Seuls les frais de péages des autoroutes seront facturés de manière complémentaire à l'EPSM ainsi que les dépenses occasionnées lors d'un transport avec un aller jour J et un retour au maximum J+2.

Afin de permettre à l'administration un contrôle de l'activité, le titulaire doit impérativement établir pendant toute la durée du marché, dans les cinq jours ouvrables qui suivent la fin du mois précédent, un relevé mensuel des transports effectués par ses soins. Les factures permettront d'identifier :

- les prestations incluses dans le forfait avec l'indication des kilomètres par intervention,
- les kilomètres réalisés au-delà du forfait en précisant le type de véhicule,
- les frais de péages et éventuels frais réels refacturés dans le cadre d'un transport avec un aller jour J et un retour au maximum J+2.

Dans le cas exceptionnel d'un transport avec un aller jour J et un retour au maximum J+2, le titulaire aura la charge de l'organisation des réservations pour l'ensemble de l'équipage (EPSM et titulaire). Les frais liés aux repas, nuitées/petits déjeuners devront respecter la politique interne de l'EPSM ci-dessous. Les frais ne seront pas à avancer pour les agents de l'EPSM.

**Indemnités de repas :**

L'indemnisation des repas s'effectue aux frais réels, dans la limite forfaitaire de **20,00 €** par repas, sur justificatifs originaux. Les collations en dehors des repas ne sont pas prises en charge.

**Indemnités de nuitée (hors département du Loiret) :**

L'indemnisation des nuitées (frais d'hébergement, incluant le petit-déjeuner) s'effectue aux frais réels, sur présentation de justificatifs originaux, dans la limite forfaitaire de :

Hébergement	Taux de base	Grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris	Commune de Paris
	90,00 €	120,00 €	140,00 €

- Dans le cas exceptionnel de demandes de transports en dehors de la plage horaire forfaitaire, et en fonction des disponibilités du titulaire, des transports pourront être pris en charge conformément aux tarifs de la convention nationale des transporteurs sanitaires déduit de la remise inscrite au Bordereau des prix unitaires (BPU).

## **5 -2 CONDITIONS D'EXERCICE DES PRESTATIONS**

### **5-2-1 Respect des critères définis à l'arrêté du 12 décembre 2017**

Ce décret fixe les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres.

Cette prestation comprend une aide au déplacement et à l'installation du patient dans le véhicule, une transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante, le respect rigoureux des règles d'hygiène et la prévention du risque infectieux et la conservation à bord du véhicule d'une trousse de secours dont la composition minimale est précisée dans ladite convention.

Enfin, la prestation de transport inclut la prise en charge du dossier médical du patient et de ses effets personnels.

### 5-2-2 Services attendus

- Le mode de transport est déterminé par le praticien du service et doit être respecté.
- Les patients sont pris en charge dans leur chambre ou dans tout lieu convenu.
- Le service confie au titulaire le dossier médical à remettre au lieu de consultation, d'examen ou de transfert et lui donne les informations nécessaires.
- Le titulaire assure l'accompagnement des patients jusqu'à dans le service ou tout lieu convenu et assure les transmissions nécessaires aux équipes soignantes. Si l'état du malade le justifie, le transporteur doit attendre auprès de lui jusqu'à la prise en charge soignante pour l'examen prévu.
- Pour les retours, le transport s'achève lorsque le patient est réinstallé dans sa chambre ou à tout autre endroit convenu, que le dossier ait été rendu au secrétariat ou au personnel soignant du service et que les transmissions nécessaires ont été faites.
- Le titulaire devra respecter la réglementation imposée par le Code de la route et il devra adapter sa conduite à l'état du patient transporté.
- Les règles édictées par la CPAM pour la prise en charge des malades s'appliquent.

### 5-2-3 Respect des règles d'hygiène

Le titulaire doit respecter les règles d'hygiène.

Le linge du brancard doit être fourni par le prestataire pour les ambulances et changé systématiquement après le transport de chaque patient voyageant allongé.

Le titulaire devra fournir au pouvoir adjudicateur les modes opératoires utilisés pour l'hygiène et la maintenance de ses véhicules.

Le pouvoir adjudicateur informera le transporteur en cas de consignes spécifiques liées à l'hygiène et se réserve le droit de contrôler à tout moment le niveau d'hygiène des véhicules.

### 5-2-4 Déontologie et respect du droit du patient

L'équipe du titulaire est liée par l'obligation de discrétion professionnelle et de secret médical pour tout ce qui a trait à l'état du malade. Au cours de la manipulation, l'équipage respectera l'intégrité physique, la pudeur, la dignité ainsi que le confort de la personne transportée.

Le dossier médical de chacun des malades sera éventuellement remis à l'équipe ambulancière pour être transmis aux agents accrédités des établissements. L'équipe ambulancière est responsable de la garde du dossier médical pendant tout le transport.

### 5-2-5 Prescription du transport

Les **demandes de transports en ambulance ou véhicule sanitaire léger** seront systématiquement faites auprès du prestataire **par le service des admissions**, pour l'ensemble des services dépendant de l'EPSM GEORGES DAUMEZON.

Le choix du mode de transport (VSL ou ambulance) et ses caractéristiques appartiennent à l'établissement demandeur.

Lorsque le titulaire n'est pas en mesure de répondre à une demande de transport en VSL, il peut y substituer un transport en ambulance, qui lui sera réglé sur la base du tarif applicable au transport en VSL qu'il n'a pas été en mesure de réaliser, conformément aux prescriptions de l'Assurance Maladie.

Le bon de commande, selon les établissements, pourra être transmis au titulaire par téléphone. L'EPSM se réserve la possibilité dans le courant du marché de mettre en place une plateforme de réservation.

Une prescription médicale de transport (PMT), établie par un médecin identifié (RPPS-FINESS), doit toujours précéder la réalisation du transport.

Il prescrit un moyen de transport au patient, selon son état de santé et son niveau d'autonomie et de déficience, conformément au référentiel de prescription de décembre 2006.

**Cette prescription est réalisée sur la base du Cerfa S3138c n° 11574\*04.**

**La prescription a notamment comme objectif d'indiquer à l'entreprise de transport l'établissement prescripteur, c'est-à-dire celui assumant la charge du transport.** A noter que la prescription doit mentionner le cas de figure où l'établissement prescripteur correspond à l'établissement depuis lequel le patient est transféré (cas majoritaire) ou correspond à l'établissement vers lequel le patient est transféré (sont principalement visés les transferts d'un patient pour réalisation d'une séance de chimiothérapie, de dialyse et de radiothérapie).

La prescription doit par ailleurs indiquer :

- L'identification du patient (nom, prénom, âge) ;
- La nature du transport (Aller, Aller-retour, transport simultané de plusieurs patients, etc.) ;
- La date et l'heure de prise du rendez-vous du patient ;
- Le lieu de prise en charge ;
- Le lieu de destination.

#### **5-2-6 Dispositions communes aux transports programmés et non programmés**

**Transports programmés :** Les transports programmés sont ceux pour lesquels une demande est adressée au titulaire la veille pour le lendemain.

Le titulaire est tenu d'exécuter la prestation aux jours, heures et selon les modalités indiquées dans le formulaire de demande de transport émis par l'établissement.

**Transports non programmés :** Dans le cas de transports non programmés, le titulaire devra mettre en place tous les moyens nécessaires à la réactivité attendue pour cette prestation : délai d'intervention maximal de 30 minutes.